

plaidé aux audiences publiques". La protection recommandée accordera à l'industrie:

...une certaine aide qui lui permettra de continuer de lutter pour son existence, au moins jusqu'à ce que l'autorité compétente puisse énoncer une décision soigneusement réfléchie en matière de haute politique concernant l'avenir de l'industrie canadienne des lainages.

En d'autres termes, il s'agit d'une recommandation bouche-trou de la part du gouvernement, quelque chose de provisoire jusqu'à ce qu'on trouve quelque autre chose. La ligne de conduite recommandée dans cette résolution ne sauvera pas l'industrie canadienne. Si elle ne la sauve pas, que fera-t-elle? Ainsi que je l'ai dit hier soir, elle nuit à nos relations commerciales avec le Royaume-Uni à la veille même d'une conférence économique du Commonwealth dont mes honorables amis ont maintes fois dit qu'elle constituait un événement prometteur dans les relations économiques du Commonwealth. C'est sûrement un prélude déprimant à la conférence que de prendre une mesure de ce genre, qui, contribuant peu ou nullement à sauver l'industrie canadienne, blessera et irritera le Royaume-Uni à la veille de cette conférence du Commonwealth.

Hier soir, j'ai cité, à titre d'exemple, des observations du haut commissaire du Royaume-Uni au Canada et de deux dirigeants de l'industrie anglaise des lainages qui révèlent que cette mesure a désolé, désappointé et irrité les Anglais. Après toutes les déclarations ferventes que nous avons entendues de l'autre côté de la Chambre au sujet du désir qu'avait le gouvernement d'accroître notre commerce avec le Royaume-Uni et de détourner nos importations des États-Unis vers le Royaume-Uni, cette mesure, du point de vue psychologique, doit avoir bouleversé,—de fait, c'est ce qui est arrivé,—nos amis d'outre-mer. La réaction du Royaume-Uni a révélé de la surprise et de la colère.

C'est ce que je veux dire, monsieur le président, en déclarant que, quelle que soit la politique que nous aurions adoptée si nous avions été au pouvoir, nous n'aurions certainement pas choisi une manière de faire propre à nous attirer le plus de désagréments possible. C'est pourquoi, monsieur le président, nous voterons contre cette résolution.

M. Argue: De l'avis de la CCF, monsieur le président, le gouvernement du Canada a tort de s'orienter vers la hausse des droits douaniers en général ou relativement aux lainages anglais. A l'heure qui sonne, l'expansion du commerce est de plus en plus importante pour le monde libre. Toutes les initiatives prises au Canada ou ailleurs dans le monde libre devraient viser non pas à restreindre mais à amplifier le commerce.

A maintes reprises, le premier ministre lui-même et d'autres personnalités du monde occidental ont parlé de l'offensive croissante des Soviétiques sur le plan commercial. A leur avis, l'offensive économique actuellement lancée par l'Union soviétique, et aussi par la Chine, menace plus le monde occidental que l'agression ou l'utilisation des armes atomiques. Si l'avenir de la civilisation occidentale doit se rattacher si étroitement au succès ou l'insuccès de nos efforts en vue d'étendre le commerce, certes ni le sens commun, ni la logique ni l'intérêt de la société démocratique ne justifient le Canada à faire obstacle aux échanges commerciaux.

Une autre raison de l'inopportunité de cette hausse des droits douaniers est l'imminence de la conférence commerciale du Commonwealth. Si le gouvernement a cru sincèrement à la nécessité de cette initiative, à la nécessité d'une augmentation générale des droits douaniers frappant les produits des pays du Commonwealth, à coup sûr, dans l'intérêt des bonnes relations avec les autres pays du Commonwealth, ces mesures n'auraient dû être prises qu'après la conférence du Commonwealth. Nous avons pu voir dans les journaux que cette proposition a été très mal vue au Royaume-Uni. Nous savons aussi que là-bas des industriels et autres notabilités s'émeuvent de ce qui paraît être une réorientation de la politique canadienne. Si le gouvernement avait systématiquement, délibérément entrepris d'entraver et de compromettre,—oui, même de saboter,—la prochaine conférence commerciale du Commonwealth, et ne plus lui laisser aucune chance de réussir, il n'aurait pu mieux s'y prendre que de la façon dont il procède en ce moment.

A la lumière du rapport si fade, si quelconque, de la Commission du tarif, je ne sais pas pourquoi le gouvernement s'est donné la peine d'agir. La Commission du tarif a bien pesé le pour et le contre, afin de voir ce qu'il convenait de faire. Puis, apparemment, un grain de sable a fait pencher la balance du côté des augmentations, et c'est pourquoi elles ont été recommandées. Sur la foi d'une recommandation aussi terne, aussi froide, le gouvernement a agi! L'unique conclusion que j'en dégage c'est que le gouvernement s'empressera toujours d'étudier avec sympathie toute recommandation tendant à relever les barrières douanières. Et rien, ou à peu près rien n'indique que le gouvernement est disposé à agir en sens contraire et à abaisser ces barrières.

Dans l'histoire de notre pays, le parti conservateur a toujours été reconnu comme partisan des tarifs douaniers élevés. En effet,